



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Unité Départementale
Meurthe-et-Moselle / Meuse**
Division de Nancy

Nancy, le 12/08/2024

Nos réf. : BV/534_2022
AIOT : 0006200615
Affaire suivie par : Benjamin VUILLEMEY
benjamin.vuillemey@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03.54.44.02.55
Courriel : ud54-55.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE
L'ENVIRONNEMENT
(INSTALLATIONS CLASSEES)**

Objet : Société EST ARGENT à TOUL

Porté à connaissance relatif à l'acceptation de déchets et à la mise à jour de l'étude de danger de l'installation.

Réf. : Transmission préfectorale du 07/04/2022

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : Benjamin VUILLEMEY

Vérifié par l'inspectrice de l'environnement : Anne-Marie LOSTRIAT

Approuvé et transmis à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle, pour le Directeur Régional,
La Cheffe de l'Unité Départementale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse :
Anne-Laure FUHRER

Par transmission visée référence, l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est a été saisie par la préfecture, pour examen et avis, sur le dossier de porter à connaissance de modifications des installations de la société EST ARGENT implantée à Toul.

Le présent rapport examine au titre de l'article R.181-46 I du Code de l'Environnement, le caractère substantiel ou non du projet de modification, la situation de l'installation au regard des dispositions relatives aux garanties financières, aux conclusions de son étude de dangers et propose les suites à donner.

1 – Contexte de la sollicitation

La société EST ARGENT est autorisée à exploiter une installation de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux, en l'occurrence des huiles usagées, par Arrêté Préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 à TOUL.

La demande de l'exploitant vise la modification de la liste des codes déchets qu'il est autorisé à accepter au sein de l'installation en lien avec l'évolution de son activité depuis son démarrage en 2003.

L'exploitant apporte par ailleurs les compléments à l'étude de dangers et l'état actualisé du montant des garanties financières qu'il a été invité à transmettre par courrier préfectoral du 21/07/2020.

2 -Sollicitations de l'exploitant

2.1 - Mise à jour de la liste des codes déchets

L'activité de l'établissement est réglementée par l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation 2002-400 du 23/01/2003, modifié en dernier lieu par l'Arrêté Préfectoral Complémentaire 2020-1413 du 21 décembre 2020. À ce jour, aucune liste de codes déchets autorisés à l'acceptation au sein de l'installation n'a été prescrite par arrêté préfectoral pour l'établissement. Seul l'article 5 de l'AP du 23/01/2003 prescrit un descriptif des zones d'activités précisant la typologie des déchets entreposés.

L'exploitant sollicite la modification des dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation, de sorte que soient prises en compte administrativement les évolutions du site depuis 2002 et ses projections en termes de capacité et de type de déchets acceptés sur le site. L'exploitant prévoit ainsi les évolutions suivantes :

Déchets pour lesquels l'exploitant sollicite la suppression des dispositions d'acceptation :

- pneus (autorisé pour 30 m³) ;
- pots catalytiques (autorisé pour 1 m³).

Déchets pour lesquels l'exploitant sollicite une modification du transit, ou de la capacité :

désignation	capacité autorisée	capacité projetée	transit annuel	transit annuel projeté
huiles claires et usagées	489 m ³	474 m ³	4 200 m ³ /an	5 520 m ³ /an
eaux + hydrocarbures	60 m ³	identique	100 m ³ /an	300 m ³ /an
liquide de refroidissement	30 m ³	60 m ³ en cuve et 4 m ³ conditionnés	100 m ³ /an	140 m ³ /an
filtres à huile	40 m ³	40 m ³ en benne et 5 m ³ conditionnés	200 m ³ /an	identique
ferrailles	30 m ³	identique	10 m ³ /an	70 m ³ /an
batteries	6 m ³	30 m ³	30 m ³ /an	310 m ³ /an

pare-chocs	1 m ³	10 m ³	3 m ³ /an	25 m ³ /an
pare-brise	12 m ³	30 m ³	10 m ³ /an	120 m ³ /an
néons et ampoules	4 m ³	1 m ³	0,5 m ³ /an	2 m ³ /an
piles	1 m ³	2 m ³	0,5 m ³ /an	30 m ³ /an
aérosols	4 m ³	30 m ³	2 m ³ /an	40 m ³ /an
pâteux (boues, graisses)	4 m ³	50 m ³	20 m ³ /an	900 m ³ /an
solvants inflammables	27 m ³	30 m ³	80 m ³ /an	100 m ³ /an
emballages souillés	64 m ³	60 m ³	45 m ³ /an	300 m ³ /an

Déchets que l'exploitant n'est jusqu'alors pas expressément autorisé à accepter :

désignation	capacité projetée	transit projeté (m ³ /an)	contenants	objet de la collecte et mesure de gestion des risques
carburants mélangés	4 m ³	50 m ³ /an	fûts	massification de déchets collectés auprès d'artisans, de PME, stockés dans l'alvéole liquide inflammable.
liquides de frein	0,5 m ³	4 m ³ /an	bidons	massification de déchets collectés auprès d'artisans, de PME, stockés dans l'alvéole liquide inflammable.
déchets d'équipements électriques et électroniques	2 m ³	20 m ³ /an	conteneur	massification de déchets collectés auprès d'artisans, de PME, zone de stockage dédiée à l'extérieur (conteneur de 2 m ³).
produits acides	4 m ³	40 m ³ /an	bidons, fût	massification de déchets déjà regroupés en contenant dédiés (déchetterie, artisans, PME), sont stockées dans une alvéole séparée des liquides inflammables, sur rétention dédiée à l'alvéole.
bases	4 m ³	40 m ³ /an	bidons, fût, conteneurs	massification de déchets déjà regroupés en contenant dédiés (déchetterie, artisans, PME), sont stockées dans une alvéole séparée des liquides inflammables, regroupés sur une rétention mobile en prévention des incompatibilités en rétention (acide/base).
mélanges aqueux	10 m ³	150 m ³ /an	bidons, fût, conteneurs	massification de déchets déjà regroupés en contenant dédiés (déchetterie, artisans, PME), sont stockés sur une aire dédiée à l'extérieur sur rétention.
oxydants	0,5 m ³	10 m ³ /an	bidons, fût	massification des produits chimiques oxydants collectés en déchetterie, en particulier produit de traitement pour piscine. mise en œuvre de contenants spéciaux, stockage en alvéole dédiée, sur rétention dédiée.
pesticides	1 m ³	50 m ³ /an	caisses, bidons, cartons	massification des produits phytosanitaires déposées en déchetterie par les particuliers, stockés dans l'alvéole liquide inflammable, sur rétention dédiée.
toners d'impression	0,5 m ³	5 m ³ /an	caisses carton	massification de déchets déjà regroupés en contenant hermétiques (déchetterie, artisans, PME), lorsqu'ils sont pris en charge par l'exploitant. Stockage à l'abri des intempéries.
radios, pellicules et papiers photos contenant de l'argent	0,5 m ³	1 m ³ /an	caisses carton	massification de déchets (déchetterie, artisans, PME) en vue d'un traitement sur le site EST ARGENT de St-Michel-sur-Meurthe. Déchets solides ne présentant pas de risques parti-

				culiers.
déchets industriels banals	10 m ³	25 m ³	benne	massification de déchets collectés auprès d'artisans, de PME, stockés dans une benne dédiée à l'extérieur.

L'exploitant présente par ailleurs dans sa demande un tableau de correspondance entre la typologie des déchets et les codes déchets afférents. C'est sur la base de cet élément qu'est rédigé le projet d'arrêté préfectoral proposé en annexe du présent rapport.

2.1.2. Provenance des déchets nouveaux

S'agissant de l'origine géographique des déchets nouveaux sollicités par l'exploitant, l'exploitant ne projette pas d'accepter des déchets en dehors de la région Grand Est. L'exploitant analyse par ailleurs dans son dossier la compatibilité de son projet avec le PRPGD de la région de Grand Est, intégré au SRADDET Grand Est approuvé le 02/11/2019.

L'AP d'autorisation initiale du site prescrit en son article 10 que les déchets puissent provenir en « priorité [...] de la Meurthe-et-Moselle puis de la région Lorraine et enfin des autres régions ».

2.1.3 Impact sur les capacités de stockage et le classement de l'installation

Les capacités de stockage maximales de l'installation n'augmentent pas avec les modifications projetées. Elles portent essentiellement sur les flux de déchets en transit. Il n'y a pas de nouvelle activité ou de modification significative d'activité au regard de la nomenclature des ICPE.

En particulier, les modifications projetées par l'exploitant sont sans impact en termes de classement ICPE. L'installation demeure classée pour l'autorisation au titre des rubriques 3550 et 2718-1, comme précisé dans le tableau des rubriques ci-après :

Rubrique	Désignation activité	Activité actuelle	Activité projetée	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	598 t ou 733 m ³	600 t ou 735 m ³	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	647 t ou 773 m ³	600 t ou 735 m ³	A

2.1.4 Évaluation des effets sur l'environnement

La sollicitation de l'exploitant comprend une évaluation des effets de la modification projetée sur l'eau, le trafic routier, et la commodité du voisinage. Il apparaît que les modifications projetées ne sont pas de nature à aggraver les effets de l'installation telle qu'elle fonctionne actuellement. S'agissant en particulier du trafic routier, l'exploitant juge la contribution actuelle de son installation à 1 % du trafic de la RD191 qui permet d'accéder à l'installation, pour l'année 2019. L'augmentation des flux projetés se traduirait au maximum par 2 entrées supplémentaires de camion par jour, l'impact sera donc négligeable.

3. Analyse de l'inspection sur les modifications

3.1 - Examen au regard de l'article R. 181-46-I-1° (seuil de l'évaluation environnementale)

Les modifications projetées par le demandeur n'entraînent pas de nouvelle activité sur site, ni d'extension des capacités au titre des rubriques de la nomenclature des ICPE pour lesquelles il est classé. À ce titre, il n'entre pas dans le champ de l'évaluation environnementale prévue à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

3.2 - Examen au regard de l'article R. 181-46-I-2°

NEANT, l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères ayant été abrogé.

3.3 - Examen au regard de l'article R. 181-46-I-3° (dangers et inconvénients)

Les modifications projetées par le demandeur n'ont pas pour effet de changer de manière importante la répartition des stockages sur site. En particulier, les modalités de stockage et les capacités maximales ne changent pas. La modification ne contribue pas à des changements quant aux conclusions de l'étude de danger présentée en 2014 par l'exploitant en réponse à l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-0833 du 06/12/2013 et complétée par sa version du 28/03/2022.

4. Analyse des autres sujets

4.1. Étude des dangers

Par courrier préfectoral du 21/07/2020 il a été demandé à l'exploitant d'apporter des précisions à l'étude de danger de 2014. Ce courrier s'appuyait sur le rapport de l'inspection référencé ES/IP/1404-2019 en date du 24/06/2020. La demande de précision portait sur :

- la prise en compte des effets dominos liés à incendie,
- la dispersion des fumées de combustion en hauteur,
- l'évaluation des besoins en eau du site.

En particulier, il s'agissait de préciser l'existence ou non d'effets toxiques, hors des limites de propriété de l'installation.

Les compléments ont été apportés dans sa version du 28/03/2022.

4.1.1. Effets domino

L'étude de danger de 2014 met en évidence 4 scénarios d'incendie, dont il apparaît qu'aucun effet dangereux ne sort du site. L'exploitant apporte les compléments suivants s'agissant des effets domino :

scénario	incendie au niveau des :	effets domino atteint à	potentiel de danger à proximité	appréciation
SR1.1	réentions de stockage d'huiles usagées	8,2 m	2 aires chargement de vrac	huiles stockées peu inflammables (éclair < 200°C) voire non inflammables, cinétique de propagation faible, périmètres de dangers majeurs atteints après généralisation du sinistre.
SR8.1	déchets de liquides inflammable (alvéole 3)	5,8 m	aucun	-

SR13.1	déchets d'aérosols (alvéole 6)	5,8 m	aucun	-
SR14.1	bennes d'emballages souillés ou filtres	5,8 m	stockage palettes en attente de regroupement	quantité limitée de combustible, non susceptible de générer un sinistre de plus grande ampleur que le scénario initial

Il apparaît des éléments d'appréciation fournis par l'exploitant que les effets dominos associés aux scénarios d'incendies majeurs pour son installation, ne modifient pas l'ampleur des phénomènes documentés dans l'étude de danger de 2014.

4.1.2. Dispersion des fumées

L'étude de danger de 2014 ne concluait que sur des effets thermiques et n'analysait pas l'éventuelle présence d'effets toxiques liés aux fumées générées par l'incendie. Les compléments apportés par l'exploitant à cette étude, mettent en évidence des effets toxiques qualifiés d'irréversibles qui sortent du site. Ils sont dus aux fumées d'un incendie, et sont générés entre de 2,5 m et 15 m de hauteur.

Le voisinage de l'installation est constitué :

- d'une zone de taillis sur la partie est du site ;
- d'une route départementale au nord ;
- d'une installation de stockage de bouteille de gaz adjacente au site en partie nord-ouest ;
- d'une entreprise de transport adjacente au site au sud-ouest.

Au regard de l'occupation actuelle du voisinage et en particulier de la hauteur des bâtiments avoisinants qui est inférieur à 9 m, parmi les phénomènes dangereux recensés dans l'étude de dangers actualisée aucun n'est susceptible d'atteindre une cible, les effets sont générés soit au-delà de 2,5 m dans les zones non-bâties et n'affectent alors pas les piétons, soit au-delà de 9 m dans les zones bâties et n'affectent pas les bâtiments.

Un document d'information sur les risques industriels (DIRI) est établi (**annexe 2 du présent rapport**). Il sera à communiquer à la DDT pour élaborer un porteur à connaissance « Risques technologiques » qui devra être transmis aux collectivités, pour prise en compte des contraintes urbanistiques associées.

Ces contraintes sont issues de la circulaire ministérielle DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 4 mai 2007 relative au porteur à connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées. Elles sont graduées en fonction du niveau d'intensité et de la probabilité d'occurrence du phénomène dangereux.

Les enveloppes des effets toxiques retenus sont illustrés dans l'annexe 2 au rapport, qui constitue le document d'information sur les risques industriels (DIRI). Des effets toxiques lié aux fumées concernent les communes de Toul et de Villey Saint Etienne.

4.1.3. Besoins en eau du site

L'exploitant évalue son besoin en eau, calculé par la méthode D9, à 60 m³/h pendant 2h. Il dispose d'un poteau incendie en bordure de la RD191 (poteau n°163 - capable de fournir un débit de 85 m³/h, d'après les informations fournies par le SDIS à l'exploitant).

S'agissant du volume d'eau à confiner sur le site, il est estimé à 158 m³, répartis comme suit

- 120 m³ au titre des eaux d'extinctions,
- 32,9 m³ au titre des intempéries (10 l/m² x 3 285 m² de surface imperméabilisée) ;
- 4,8 m³ au titre des liquides stockés (20 % des 24 m³ de l'alvéole de liquides inflammables).

Historiquement le confinement des eaux était assuré au sein des stockages par une gestion des pentes et la mise en place de bordures étanches en limite de ces zones (stockage bennes, rétention

des alvéoles de stockage, zone de circulations pour un total de 188 m³). L'exploitant projette de mettre en œuvre une rétention aérienne, pour garantir une intervention des services de secours sans risque de contamination des engins, matériels et personnels. Le volume de la rétention aérienne projetée est de 200 m³.

L'inspection propose de prescrire à la fois un besoin en eau global, ainsi qu'une capacité de rétention qui garantisse que les zones de circulation soient libres d'eau en toutes circonstances.

4.2. Garanties financières

Par courrier préfectoral du 21/07/2020 il a été demandé à l'exploitant de transmettre un état actualisé des garanties financières de son installation, incluant les modifications qu'il projetait. L'APC 2013-968 du 17/11/2014 prescrivait un montant initial de garanties financières, défini sur la base de l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixé à 99 121 € TTC. L'exploitant propose un calcul d'actualisation du montant des garanties financières, dont le montant global actualisé est estimé à 107 777 € TTC.

Toutefois, la loi 2023-973 du 23 octobre 2023 dite « Industrie verte », abroge le dispositif des garanties financières prévues pour couvrir les frais de mise en sécurité de certaines installations classées. Le décret n° 2024-742 du 06/07/2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement abroge, par son article 64, les dispositions des arrêtés préfectoraux qui ont prescrit antérieurement au 25 octobre 2023 la constitution de garanties financières pour les installations mentionnées au 5° du R. 516-1, dans sa rédaction en vigueur à la veille de l'entrée en vigueur du décret susmentionné.

L'installation relevait de cette catégorie, qui concernait les installations soumises à autorisation ou à enregistrement susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Cette catégorie d'installation n'est plus concernée par le dispositif de garanties financières.

4.3. Situation vis-à-vis de la directive SEVESO III

L'exploitant a produit une analyse des matières stockées sur son site au regard de la directive 2012/18/UE dite SEVESO III. Cette analyse s'appuie sur les classements au titre du règlement 1272/2008 dit CLP des produits et des déchets entreposés sur son site ainsi que du classement ICPE de son établissement au titre des rubriques 4000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. En particulier, l'exploitant a présenté un tableau des quantités prises en compte pour cette analyse :

Tableau n° 8 : quantités de déchets/produits pris en compte pour le statut Seveso

Nom	Quantité	Rubrique principale	Seuil haut associé	Poids de la somme (a)	Poids de la somme (b)	Poids de la somme (c)	Seuil bas associé	Poids de la somme (a)	Poids de la somme (b)	Poids de la somme (c)
piles	1	4510	200.0			0.005	100.0			0.01
aérosols	5	4321	50000.0		1.0E-4		5000.0		0.001	
solvants liquides inflammables	24	4331	50000.0		4.8E-4		5000.0		0.0048	
batteries plombs	30	4140.1	200.0	0.15		0.15	50.0	0.6		0.3
emballages souillés + solides imprégnés	14	4331	50000.0		2.8E-4		5000.0		0.0028	
carburants mélangés	4	4330	50.0		0.08	0.008	10.0		0.4	0.02
DIDM oxydants	0.5	4440	200.0		0.0025		50.0		0.01	
acides/bases	0.04	4441	200.0		2.0E-4		50.0		8.0E-4	
acides/bases	0.36	4510	200.0			0.0018	100.0			0.0036
pesticides	0.01	4510	200.0			5.0E-5	100.0			1.0E-4
pile	1	4330	50.0		0.02		10.0		0.1	

Il ressort de l'analyse de l'exploitant que l'installation ne relève ni du seuil haut, ni du seuil bas, par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du Code de l'Environnement. S'agissant de la règle de cumul prescrite au point II du même article, une installation relève

de la directive SEVESO III, dès lors qu'au moins une des sommes est supérieure à 1. Dans le cas présent, la somme la plus importante est $Sc = 0,6$ (seuil bas - dangers pour la santé). Ainsi, l'établissement ne relève pas du statut SEVESO.

4.4 Zone de chalandise

L'arrêté d'autorisation initial de l'installation prescrit dans son article X une zone de chalandise, qui faisait mention de l'ancienne région lorraine. L'exploitant n'est à ce jour pas concerné par l'acceptation de déchets provenant d'autres régions que le Grand Est, et les déchets nouveaux seront collectés auprès d'établissements implantés dans cette région, aussi l'inspection propose-t-elle d'actualiser les prescriptions actuelles de la zone de chalandise aux profits de la seule mention de la région Grand Est.

4.5. Mise à jour de dispositions générales

Par lettre préfectorale du 21/07/2020, il a été donné acte que l'installation relève du statut IED pour la rubrique 3550, dont le document relatif aux meilleurs techniques disponibles est le BREF WT dit « traitement des déchets » s'oppose à son exploitation par l'arrêté ministériel du 17/12/2019. L'inspection propose d'intégrer cet élément dans la liste des rubriques constituant l'ICPE figurant dans l'AP d'autorisation. Et, également, d'inscrire dans l'AP d'autorisation de l'installation, le changement d'exploitant au profit de la société EST ARGENT autorisé par l'APC 2020-1413 du 21/12/2020.

L'inspection propose par ailleurs d'acter que sont abrogées les dispositions suivantes :

- l'APC 2013-968 du 17/11/2014 dont l'objet était le statut IED et la constitution des garanties financières, abrogées par la loi « Industrie Verte » et son décret d'application n° 2024-742 du 06/07/2024.
- l'APC 2013-1206 du 06/12/2013 dont l'objet était la production par l'exploitant d'une nouvelle étude de danger, laquelle a été remise le 01/09/2014 et a été complétée par une version du 28/03/2022, et dont les derniers compléments sont analysés dans le présent rapport.

5- Conclusion et suite proposée par l'inspection des installations classées

Par courrier du 28 mars 2022, complété en dernier lieu le 01 juin 2023, la société EST ARGENT a sollicité l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est quant à la modification des conditions d'exploitations relatives aux déchets qu'elle accepte sur son site, ainsi qu'à la mise à jour des dangers générés par son installation.

De l'examen des différents éléments d'appréciation (modifications, études des dangers, garanties financières...) fournis par l'exploitant il ressort :

- que son projet d'acceptation de nouveaux déchets constitue une modification notable mais non substantielle des conditions d'exploitation de ses installations de Toul autorisées et encadrées par l'Arrêté Préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 au sens de l'article R. 181-46 I du Code de l'environnement. Pour autant, certaines prescriptions de cet arrêté préfectoral d'autorisation doivent être adaptées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement pour acter et intégrer formellement les modifications en question.
- que des phénomènes dangereux sont susceptibles de s'étendre au-delà des limites de l'installation et doivent être pris en compte dans les documents d'urbanisme de la commune de Toul, et qu'il convient de transcrire ces phénomènes dans un Document d'Information sur les Risques Industriels (DIRI).
- que le dispositif des garanties financières a été abrogé par la loi « Industrie verte », entrée en vigueur le 25 octobre 2023 et que les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2013-968 du 17/11/2014 relative aux garanties financières sont abrogées par le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 (article 64)..

L'inspection des installations classées propose donc à Madame le Préfet :

- d'adopter et de notifier à la société EST ARGENT, l'arrêté préfectoral dont le projet est joint en **annexe 1** au présent rapport, sans qu'il soit nécessaire de recueillir préalablement l'avis du CODERST sur ce projet mais en le communiquant à l'exploitant pour qu'il puisse présenter ses éventuelles observations par écrit et ce dans un délai maximal de 15 jours ;
- de communiquer à la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle le DIRI proposé en **annexe 2** au présent rapport pour élaborer un porter à connaissance « Risques technologiques » qui devra être transmis aux collectivités (communes de Toul et Villey-St-Etienne), pour prise en compte des contraintes urbanistiques associées à l'existence de ces phénomènes dangereux.

ANNEXE 1 au rapport



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les conditions d'exploitation de l'installation de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux exploitée par la société EST ARGENT à TOUL

N° 2024-XXX

AIOT 0006200615

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement, et en particulier ses articles L.511-1, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la loi 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté du 29/09/2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la Région Grand Est adopté le 22 novembre 2019, en particulier le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 autorisant la société SRRHU à exploiter un centre de transit, regroupement et stockage temporaire d'huiles usagées à Toul ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-833 du 06/12/2013 imposant à la société SEVIA la réalisation et la remise d'une nouvelle étude de danger pour son établissement de Toul ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-968 du 17/11/2014 prescrivant la constitution de garanties financières pour la société SEVIA à Toul ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2020-1413 du 21/12/2020 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société EST ARGENT des installations de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux à Toul ;

Vu la demande, complétée en dernier lieu le 30/05/2023 formulée par la société EST ARGENT, pour la modification de la liste des déchets autorisés à la réception sur son site, et l'apport de précision quant à l'étude de dangers concernant son installation ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé BV/534_2022 en date du 12/08/2024 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire en date du ;

Considérant que la société EST ARGENT est régulièrement autorisée à exploiter une installation de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux sur la commune de TOUL ;

Considérant que les modifications apportées par la société EST ARGENT aux conditions d'exploitation de son installation de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux sur la commune de TOUL, ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, et ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les nouvelles conditions d'exploitation de l'installation de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux de la société EST ARGENT à Toul, assorties des prescriptions fixées dans le présent arrêté, sont de nature à prévenir et à limiter les dangers et inconvénients générés par l'installation, pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le dispositif de garanties financières est abrogé par la loi industrie verte susvisée et son décret d'application susvisé ;

Considérant que les termes du présent arrêté ne renforcent ni n'allègent les prescriptions imposées à la société EST ARGENT, que, dès lors, ils ne nécessitent pas d'être soumis à l'avis du le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée

Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire 2020-1413 du 21/12/2020, autorisant la Société EST ARGENT, dont le siège social est situé à SAINT-MICHEL-SUR-MEURTHE, Parc d'Activités, à exploiter un centre de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux à TOUL, Pôle Industriel Toul Eu-

rope, 3285 route de Villey-Saint-Etienne, sont modifiées et complétées par les prescriptions du présent arrêté qu'elle est tenue de respecter strictement.

Article 2 : Abrogations d'actes antérieurs visant l'installation

Les arrêtés listés à la suite sont abrogés :

- arrêté préfectoral complémentaire du 2013-0968 du 17/11/2014 actant le statut IED du site et fixant les garanties financières ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 2013-0833 du 06/12/2014 prescrivant la fourniture d'une nouvelle étude des dangers.

Article 3 :

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 modifié sont substituées par les suivantes :

Exploitant titulaire de l'autorisation :

La société EST ARGENT, dont le siège social est situé à SAINT-MICHEL-SUR-MEURTHE, Parc d'Activités, est autorisée à exploiter un centre de transit, regroupement et stockage temporaire de déchets dangereux à Toul, Pôle Industriel Toul Europe, 3285 route de Villey-Saint-Etienne.

Article 4 :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 modifié sont substituées par les suivantes :

2.1 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

Rubrique	libelle de la rubrique (activité)	capacité	régime (1)
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	600 t ou 735 m ³	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	600 t ou 735 m ³	A

⁽¹⁾A = Autorisation - E = Enregistrement - D = Déclaration - DC = Déclaration avec Contrôle périodique par un organisme agréé

2.2 Statut vis-à-vis de la directive IED - Industrial Emissions Directive

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'Environnement, la rubrique principale est la rubrique 3550 relative au stockage temporaire de déchets dangereux. Les conclusions sur les meilleures techniques

disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WT dit "Traitement des Déchets".

2.3 Conformité aux dossiers déposés par l'exploitant

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers successivement déposés par l'exploitant.

Article 3 :

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 sont substituées par les suivantes :

Zones de stockage

Le centre de regroupement comporte deux zones d'activités :

- une zone dite "benne et alvéoles", destinée au regroupement des déchets suivants :

Désignation des déchets	Capacité autorisée
eaux + hydrocarbures/huiles solubles	60 m3 de conditionnés
liquides de refroidissement	4 m3 de conditionnés
ferrailles	30 m3
batteries	30 m3
pare-chocs	10 m3
pare-brise	30 m3
néons + ampoules	1 m3
piles	2 m3
aérosols	30 m3
pâteux (boues de peintures, graisses,...)	50 m3
solvants/liquides inflammables diluants/dégraissant)	30 m3
solides imprégnés et emballages souillés	60 m3 en benne
carburants mélangés	4 m3
liquide de frein	0,5 m3
Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (D3EE)	2 m3
produits acides	4 m3
mélanges aqueux	10 m3
bases	4 m3
oxydant	0,5 m3
pesticides	1 m3
toner impression	0,5 m3
radios	0,5 m3

Déchets Industriels Banals (DIB)	benne 30 m3
----------------------------------	-------------

- une zone dite "citerne", destinée au regroupement des déchets suivants :

Désignation des déchets	Capacité autorisée
Huiles usagées noires et claires	au global : 7 cuves de 60 m3 et 5 cuves de 30 m3
Eaux+hydrocarbures/huiles solubles	
Liquides de refroidissement	

et comportant deux aires de dépotages et une aire de nettoyage de véhicules, toutes étanches ; ainsi qu'un local "pompes" disposé à l'abri des intempéries sur une rétention d'au moins 1,8 m3.

La rétention de ou des cuves est telle qu'elle puisse contenir la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du volume de la plus grande cuve de traitement ;
- 50 % du volume de déchets traités contenu dans les cuves de traitement, les appareils et les tuyauteries.

Les différentes zones de stockage sont organisées conformément au plan figurant à l'annexe I du présent arrêté.

Article 4 :

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 sont modifiées comme suit :

- le premier paragraphe de l'article 6 est supprimé ;
- les dispositions de la section 6.1 sont substituées par les dispositions suivantes :

4.1.1 Étude de dangers

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers. En particulier et sans préjudice des dispositions constructives énoncées au présent arrêté, il dispose et aménage les divers emplacements d'entreposage de déchets de sorte, en cas d'incendie, à confiner les effets thermiques à l'intérieur des limites du site.

4.1.2 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de ses installations. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies d'accès et de circulation sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage ou le déploiement des secours. Elles sont aménagées afin de permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté.

4.1.3 Dispositions constructives et comportement au feu

Les dispositions nécessaires sont prises afin qu'en cas de sinistre les flux thermiques supérieurs ou égaux à 3 kW/m² soient contenus à l'intérieur des limites de propriété.

En particulier, le hangar de stockage dispose de murs coupe-feu REI 120 jusqu'à la hauteur de la charpente métallique et le stockage des liquides inflammable est regroupé au centre de ce bâtiment.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.1.4 Détection incendie

Les installations sont dotées d'un système de détection automatique et d'alarme incendie audible en tout point du site.

4.1.5 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

4.1.6 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction et le volume d'eau généré par les intempéries sur la plateforme de l'installation, sont confinées sur le site, en particulier par l'équipement de chacun des points de rejets d'une vanne d'isolement et d'une capacité de confinement sur site.

L'installation dispose d'une capacité de confinement, libre en permanence d'au moins 160 m³.

Les eaux d'extinction susceptibles d'être générées par un incendie ne sont pas confinées sur les zones de circulation du site, qui demeurent libres de ces eaux en toutes circonstances.

Le dispositif de mise en rétention du site en cas d'incendie est asservie à la détection incendie.

En cas d'utilisation d'un dispositif de rétention aérien, tous les moyens sont mis en œuvre pour garantir un pompage en toutes circonstances des eaux d'extinction avec notamment un pompage principal et un pompage de secours..

4.1.7 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes à l'étude de dangers, composés notamment :

- de plans du site facilitant l'intervention des services publics d'incendie et de secours ;
- d'un dispositif, fixe ou mobile et opérationnel en tout temps, permettant d'alerter sans délai les services publics d'incendie et de secours ;
- d'extincteurs, placés judicieusement dans l'emprise de l'installation en fonction des risques encourus, à proximité des dégagements, appropriés à ces risques et compatibles avec les matières entreposées (en particulier en cas de présence de batteries au lithium) ;
- d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) répartis judicieusement dans l'ensemble des locaux et du site et disponibles par tous temps (notamment en période de gel),

Ces dispositifs, adaptés aux risques et aux interventions, sont accessibles en toutes circonstances et régulièrement entretenus. L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Le personnel de l'établissement est formé à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention, notamment à celle des extincteurs.

L'exploitant met à disposition des services d'incendie et de secours un « dossier d'accueil des secours » regroupant : la procédure de mise en rétention des eaux d'extinction d'un incendie ; les fiches de sécurité des matières utilisées sur le site ; un plan d'accès au site, aux bâtiments et installations (masse et situation) ; un plan des dispositifs de coupure des énergies ; un plan de situation des zones à risque (avec les quantités maximales stockées), une procédure d'accueil et de guidage des secours publics ; un état de la défense incendie mentionnant les pressions et débits des différentes ressources en eau. Ce dossier, tenu à jour, est accessible en toutes circonstances, notamment en l'absence de personnel sur le site.

4.1.8 Ressources en eau d'extinction

Les besoins en eau d'extinction de l'installation sont de 120 m³ pour 2h de sinistre, à laquelle l'exploitant est en capacité de répondre par un poteau incendie public, capable de générer un débit d'au moins 60 m³/h en toutes circonstances, et implanté à moins de 100 m des risques à défendre.

- les paragraphes suivant de la section 6.2 sont supprimés :
paragraphe 9, commençant par "*La zone alvéole sera séparée*"
paragraphe 10, commençant par "*Chaque alvéole sera séparée*"
paragraphe 15, commençant par "*La défense incendie du centre sera assuré*"

Article 5 :

Les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 sont substituées par les dispositions suivantes

Seuls sont admis dans l'établissement les déchets listés à l'annexe II au présent arrêté, la codification reprenant celle de l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Les déchets reçus proviennent de la Région Grand Est.

Article 6 :

Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral 2002-400 du 23/01/2003 sont substituées par les suivantes :

Gestion des déchets reçus par l'installation

Les stockages, manutentions, traitement, chargements/déchargements de déchets à traiter ou en cours de traitement sont effectués sur une dalle étanche. L'entreposage des déchets est réalisé de façon à faciliter l'intervention des moyens de secours en cas d'incendie. L'exploitant fixe en particulier la hauteur maximale d'entreposage de ces équipements de manière à assurer la stabilité de ces stockages. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les zones de transit, regroupement, tri, désassemblage des déchets est limitée aux nécessités de l'exploitation.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des déchets susceptibles d'être présents. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Outre les registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement, l'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et déchets contenus et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les sources lumineuses en transit sur site, sans que leur traitement ne soit autorisé ou prévu, sont stockées et manipulées dans des conditions permettant d'en éviter le bris.

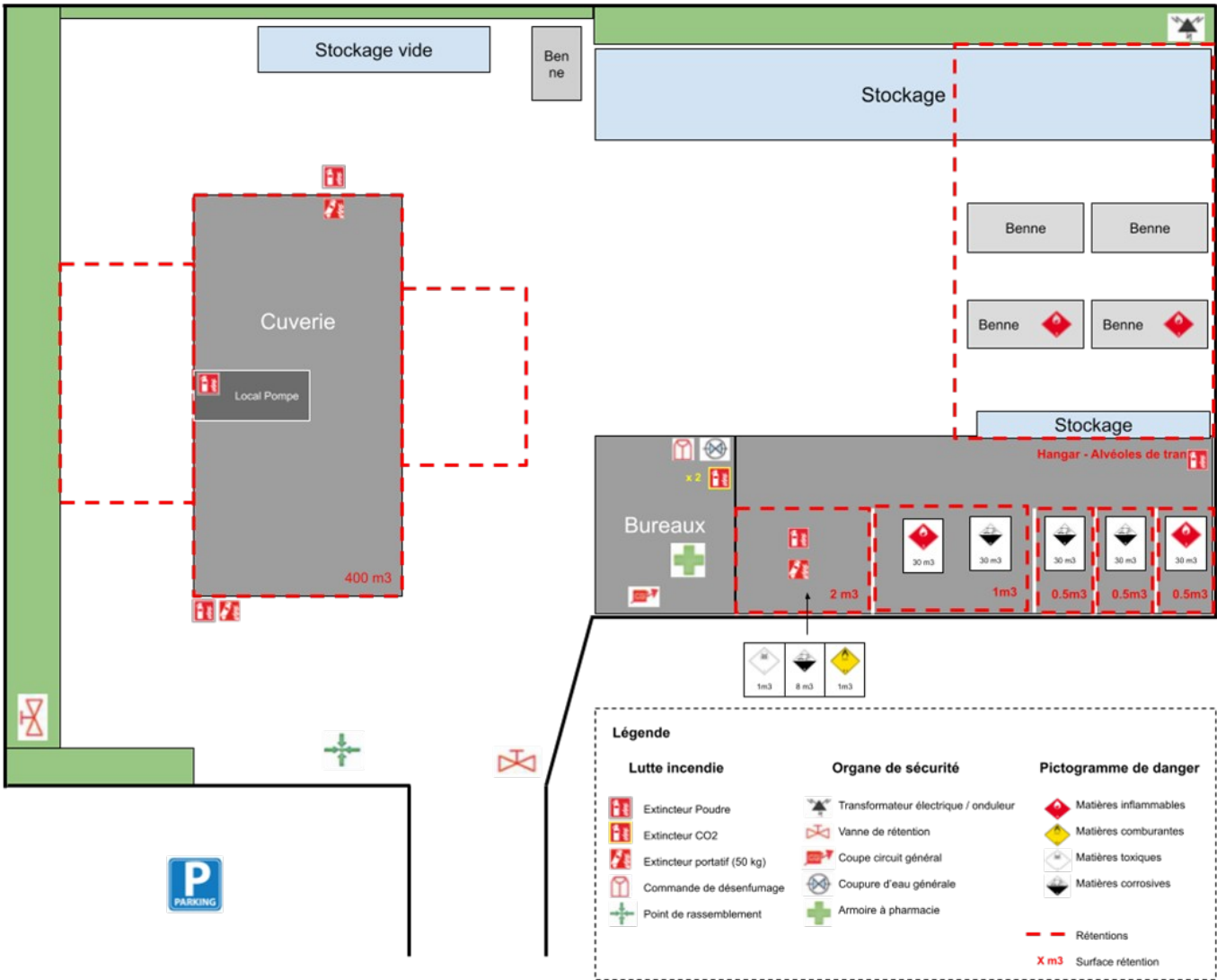
Tout stockage de déchets soumis aux intempéries, susceptible de relarguer des polluants, est interdit.

Articles VDR, PUB, EXECUTION

Nancy le

Le Préfet,

Annexe I à l'Arrêté Préfectoral n° 2024-XXX :
plan des zones de stockage



Annexe II à l'Arrêté Préfectoral n° 2024-XXX :
codes déchets pour lesquels l'admission est autorisée au sein de
l'installation de TOUL

Déchets non dangereux

code	désignation	regroupement en cuve
08 03 13	déchets d'encre autres que ceux visés à la rubrique 08 03 12	
09 01 07	pellicules et papiers photographiques contenant de l'argent ou des composés de l'argent	
16 01 15	antigels autres que ceux visés à la rubrique 16 01 14	autorisé
16 01 17	métaux ferreux	
16 01 18	métaux non ferreux	
16 01 19	matières plastiques	
16 01 20	verre	
16 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	
16 05 09	produits chimiques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 05 06, 16 05 07 ou 16 05 08	
16 06 04	piles alcalines (sauf rubrique 16 06 03)	
16 06 05	autres piles et accumulateurs	
19 01 99	déchets non spécifiés ailleurs	
20 01 28	peinture, encres, colles et résines autres que celles visées à la rubrique 20 01 27	
20 01 36	équipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35	
20 01 99	autres fractions non spécifiées ailleurs	

Déchets dangereux

code	désignation	regroupement en cuve
06 02 05*	autres bases	
07 01 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses	
08 01 11*	déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	
08 03 12*	déchets d'encre contenant des substances dangereuses	
08 03 17*	déchets de toner d'impression contenant des substances dangereuses	
08 04 09*	déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	
08 04 15*	déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	
09 01 01*	bains de développement aqueux contenant un activateur	
09 01 02*	bains de développement aqueux pour plaques offset	
12 01 07*	huiles d'usinage à base minérale sans halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions)	autorisé
12 01 09*	émulsions et solutions d'usinage sans halogènes	autorisé
12 01 10*	huiles d'usinage de synthèse	autorisé
12 01 12*	déchets de cires et graisses	
12 01 19*	huiles d'usinage facilement biodégradables	autorisé

13 01 04*	autres huiles hydrauliques chlorées (émulsions)	autorisé
13 01 05*	huiles hydrauliques non chlorées (émulsions)	autorisé
13 01 09*	huiles hydrauliques chlorées à base minérale	autorisé
13 01 10*	huiles hydrauliques non chlorées à base minérale	autorisé
13 01 11*	huiles hydrauliques synthétiques	autorisé
13 01 12*	huiles hydrauliques facilement biodégradables	autorisé
13 01 13*	autres huiles hydrauliques	autorisé
13 02 04*	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale	autorisé
13 02 05*	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale	autorisé
13 02 06*	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques	autorisé
13 02 07*	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables	autorisé
13 02 08*	autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification	autorisé
13 03 01*	huiles isolantes et fluides caloporteurs contenant des PCB	autorisé
13 03 07*	huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale	autorisé
13 03 08*	huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques	autorisé
13 03 09*	huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables	autorisé
13 03 10*	autres huiles isolantes et fluides caloporteurs	autorisé
13 05 06*	hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	autorisé
13 05 07*	eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures	autorisé
13 05 08*	mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures	autorisé
13 07 01*	fioul et gazole	
13 07 02*	essence	
13 07 03*	autres combustibles (y compris mélanges)	
14 06 02*	autres solvants et mélanges de solvants halogénés	
14 06 03*	autres solvants et mélanges de solvants	
15 01 10*	emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	
15 02 02*	absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	
16 01 07*	filtres à huile	
16 01 13*	liquides de frein	
16 01 14*	antigels contenant des substances dangereuses	autorisé
16 01 21*	composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 16 01 07 à 16 01 11, 16 01 13 et 16 01 14	
16 05 04*	emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	
16 05 06*	produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire	
16 05 07*	produits chimiques d'origine minérale à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut	
16 05 08*	produits chimiques d'origine organique à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut	
16 06 01*	accumulateurs au plomb	
16 06 02*	accumulateurs Ni-Cd	
16 07 08*	déchets contenant des hydrocarbures	autorisé

16 09 04*	substances oxydantes non spécifiées ailleurs	
16 10 01*	déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses	
18 01 08*	médicaments cytotoxiques et cytostatiques	
20 01 13*	solvants	
20 01 14*	acides	
20 01 15*	déchets basiques	
20 01 19*	pesticides	
20 01 21*	tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	
20 01 26*	huiles et matières grasses autres que celles visées à la rubrique 20 01 25	
20 01 27*	peinture, encres, colles et résines contenant des substances dangereuses	
20 01 35*	équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux (note 6) autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23	

ANNEXE 2 au rapport

Document d'Information sur les Risques Industriels (DIRI) présentés par l'installation de transit et regroupement de déchets dangereux exploitée par la société EST ARGENT sur le territoire de la commune de Toul

L'installation est implantée à Toul, 3285 route de Villey-Saint-Etienne. Les parcelles d'implantation sont celles cadastrées à Toul - AI 121.

Les phénomènes dangereux retenus dans l'étude de dangers de 2014 et les compléments apportés par courrier du 18/03/2022 "PAC de modifications d'ICPE : ajout de codes déchets et complément au DAE de 2013" sont les suivants :

				distances maximales depuis le point source (*) sortant du site en mètres mesurées depuis les limites de propriété de l'établissement		
phénomène dange- reux	type d'ef- fet --- cinétique	probabilité --- gravité	hauteur cible	SEI : effets irré- versibles seuil toxique équiva- lent 30 327 ppm	SEL : effets lé- taux seuil toxique équivalent 173 993 ppm	SELS : effets létaux seuil toxique équiva- lent 199 282 ppm
émissions de fumées toxiques par l'incendie de l'alvéole 3 scénario I1 point source (L93 m) : X = 865 056 Y = 2 417 469	toxique --- modéré	B-probable --- 1-modéré	5 m	D max hors site : 10,3 m	non atteint	non atteint
			10 m	D max hors site : 29,9 m	non atteint	non atteint
			15 m	D max hors site : 36,9 m	non atteint	non atteint
phénomène dange- reux	type d'ef- fet --- cinétique	probabilité --- gravité	hauteur cible	SEI : 27 085 ppm	SEL : 128 771 ppm	SELS : 136 234 ppm
émissions de fumées toxiques par l'incendie de l'alvéole 6 scénario I2 point source (L93 m) : X = 865 045 Y = 2 417 459	toxique --- modéré	B-probable --- 1-modéré	2,3 m	D max hors site : 1,3 m	non atteint	non atteint
			5 m	D max hors site : 12,9 m	non atteint	non atteint
			9,5 m	D max hors site : 23,5 m	non atteint	non atteint
phénomène dange- reux	type d'ef- fet --- cinétique	probabilité --- gravité	hauteur cible	SEI : 6 924 ppm	SEL : 57 230 ppm	SELS : 71 672 ppm
émissions de fumées toxiques par l'incendie des cuves d'huiles scénario I3 point source (L93 m) : X = 865 098 Y = 2 417 501	toxique --- modéré	C-improbable --- 2-sérieux	4,5 m	D max hors site : 6,7 m	non atteint	non atteint
			10 m	D max hors site : 56,8 m	non atteint	non atteint
			18,4 m	D max hors site : 98,8 m	non atteint	non atteint

(*) : Ces valeurs sont uniquement données à titre informatif. Le lecteur devra obligatoirement consulter les documents graphiques listés ci-dessous.

Nota important : Compte tenu de l'incertitude liée à l'évaluation des risques, les scénarios d'accident et les zones d'effets associées ne sauraient avoir de valeur absolue. Aussi, des dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus même à l'extérieur des zones définies précédemment. Selon les cas, des effets indésirables pourront par ailleurs perturber la capacité des individus à réagir face à un accident. Il s'agit par exemple des effets irritants et aveuglants, de l'apparition de brouillard, etc.

Ces phénomènes dangereux cotés en probabilité, cinétique, intensité et gravité ont conduit à l'établissement des figures représentant les distances d'effets suivantes :

scénario I1 - émissions de fumées toxiques par l'incendie de l'alvéole 3

Illustration n° 4 : périmètres de danger en hauteur fumées de combustion (scénario I1, seuil SEI)



**scénario I2 - émissions
de fumées toxiques
par l'incendie de l'al-
véole 6**

Illustration n° 8 : périmètres de danger en hauteur fumées de combustion (scénario I2, seuil SEI)



**scénario I3 - émissions
de fumées toxiques
par l'incendie des
cuves d'huiles**

Illustration n° 12 : périmètres de danger en hauteur fumées de combustion (scénario I3, seuil SEI)



Les communes de Toul et de Villey-Saint-Etienne sont concernées par les effets sortant des limites de propriété de l'établissement.

Pour rappel, les recommandations pour le porter à connaissance, selon la circulaire ministérielle DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 4 mai 2007 relative au porter à connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées, sont notamment les suivantes :

« (i) Pour les phénomènes dangereux dont la probabilité est A, B, C ou D, il convient de formuler les préconisations suivantes :[...]

- dans les zones exposées à des effets irréversibles, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ; »

Le présent DIRI traite exclusivement des effets en hauteur des fumées émises lors d'un incendie. Aussi, l'inspection propose-t-elle d'adapter les mesures de l'urbanisation dans un rayon de 100 mètres autour du point source du scénario I3 (zone des effets irréversibles, enveloppant les zones des effets irréversibles des autres scénarios) comme suit :

« Dans cette zone, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée aux effets irréversibles. Les constructions à usage d'habitation, de plus de 5 mètres de haut, sont interdites dans cette zone. Les changements de destination doivent être réglementés dans le même cadre. »